

ARRETE PREFECTORAL

portant déclaration d'utilité publique des travaux  
projetés par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau  
potable de VITRAC LA CANEDA  
en vue de l'Alimentation en eau potable

- pour la création des périmètres de protection des  
points de prélèvement d'eau potable
- pour la détermination des volumes d'eau à prélever

-----

LE PREFET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
du DEPARTEMENT de la DORDOGNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Croix de Guerre des T.O.E.

- VU le Code des Communes et notamment ses articles 163.1 et  
166.1 ;
- VU le Code de l'Expropriation Article L.11-1 à L.11-7 et  
R.11-1 à R.11-18 ;
- VU les articles L.20 et L.20 I du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 61 du 1er Août 1961 modifié et complété par  
le décret 1093 du 15 Décembre 1967 portant réglementation d'admi-  
nistration publique pris pour l'application de l'article L. 20  
du Code de la Santé Publique ;
- VU la circulaire interministérielle du 10 Décembre 1968 relative  
aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau  
destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;
- VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime  
et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur  
pollution ;
- VU le décret n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant  
les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964  
relative au régime et à la répartition des eaux et à la  
lutte contre leur pollution ;
- VU le décret modifié n° 55-22 du 4 Janvier 1955 portant  
réforme de la publicité foncière (article 36-20) et le  
décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 Octobre 1955 ;
- VU l'article 113 du Code rural sur la dérivation des eaux  
non domaniales ;

- VU l'arrêté préfectoral du 4 Avril 1955 autorisant la construction du Syndicat entre les communes de VITRAC - SARLAT LA CANEDA - DOMME - LA ROQUE GAGEAC - CENAC ET ST-JULIEN - ST CYBRANET ;
- VU la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA en date du 8 Janvier 1982 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation et les propriétaires pouvant prouver avoir subi un dommage par les servitudes imposées par la création des périmètres de protection ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 29 Juin 1982 ;
- VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 29 Septembre 1982 dans les Communes de DOMME et de CENAC ET ST JULIEN en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;
- VU l'avis favorable du 8 Décembre 1982 de M. le Commissaire Enquêteur ;
- VU le rapport du 17 Décembre 1982 de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts Directeur Départemental de l'Agriculture sur les résultats de l'enquête ;
- VU les avis du 8 Décembre 1982 et 20 Janvier 1983 de M. le Sous-Préfet Commissaire Adjoint de la République de SARLAT ;
- Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 Février 1972 ;
- SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne ;

#### A R R E T E

ARTICLE 1er. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA en vue de la création des périmètres de protection et de la détermination des volumes d'eau à prélever des captages d'eau potable.

ARTICLE 2.- Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA, est autorisé à dériver les eaux des puits 1 et 2 de Montillou situés sur le territoire de la Commune de DOMME et du puits du Bourg situé sur le territoire de la Commune de CENAC et ST JULIEN.

ARTICLE 3 : Le prélèvement par pompage d'eau par le Syndicat intercommunal ne pourra excéder 50 litres par seconde et 3.600 m3 par jour pour le puits 1 de Montillou, 41,66 litres par seconde et 3.000 m3 par jour pour le puits 2 de Montillou, 27,77 litres par seconde et 2.000 m3 par jour pour le puits du Bourg.

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Article 4.-

Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées ainsi que les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie rural des Eaux et des Forêts Directeur Départemental de l'Agriculture avant leur mise en service.

Article 5.-

Conformément aux engagements pris par le Comité du Syndicat intercommunal dans sa séance du 08 janvier 1982, le Syndicat devra indemniser les usiniers irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection qui pourront prouver subir un dommage par les servitudes imposées par la création de ces périmètres sous réserve que ces servitudes ne soient pas déjà prévues par la réglementation générale.

Article 6.-

Il est établi autour des trois captages un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions de l'article L 20 du code de la Santé Publique et du décret n° 61 859 du 1er Août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15/12/1967.

Puits 1 de Montillou :

Le périmètre immédiat aura un minimum de 20 m x 20 m et s'étendra conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joint sur une partie de la parcelle 1 section A de DOMHE .

.../...

Puits 2 de Montillou :

Le périmètre immédiat s'étendra conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur la totalité des parcelles 1.202 et 1.203 section A de DOMME.

Puits 1 et 2 de Montillou :

Les périmètres rapprochés des deux puits sont confondus, ils seront constitués par deux zones demi-circulaires de 150 m de rayon, centrées respectivement sur chaque ouvrage et s'appuyant au Nord sur la Dordogne. Les zones ainsi délimitées seront adaptées aux limites parcellaires et s'étendront conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur les parcelles suivantes :

1 - 2 - 3 - 4 - 6 - 11 - 110 - 111 - 141 - 142 - 143 - 144 - 145 - 150 - 151 - 152 - 153 - 1.194 - 1.195 - 1.196 - 1.197 - 1.198 - 1.199 - 1.200 - 1.201 - 1.204 section A de DOMME.

Les périmètres éloignés des deux puits sont confondus, ils seront constitués par deux zones demi-circulaires de 300 m de rayon centrées respectivement sur chaque ouvrage et s'appuyant au Nord sur la Dordogne. Les zones ainsi délimitées seront adaptées aux limites parcellaires et s'étendront conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur les parcelles suivantes :

5 - 7 - 8 - 10 - 12 - 13 - 14 - 102 - 103 - 104 - 105 - 106 - 107 - 108 - 109 - 112 - 113 - 114 - 115 - 116 - 117 - 118 - 138 - 139 - 140 - 154 - 155 - 156 - 157 - 158 - 159.

Puits du Bourg :

Le périmètre immédiat s'étendra conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur la totalité de la parcelle 201 section AE de CENAC ST JULIEN.

Le périmètre rapproché sera constitué par une zone circulaire de 100 m de rayon, centrée sur l'ouvrage. Cette zone sera adaptée aux limites parcellaires et s'étendra conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur les parcelles suivantes :

53 - 54 - 200 section AE de CENAC ST JULIEN, 76 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 81 bis - 82 - 83 - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 section AH de CENAC ST JULIEN, 1 - 39 section D de DOMME.

Le périmètre éloigné sera constitué par une zone circulaire de 300 m de rayon, centrée sur l'ouvrage et s'appuyant au Nord sur la Dordogne. Cette zone sera adaptée aux limites parcellaires et s'étendra conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints sur les parcelles suivantes :

47 - 48 - 49 - 50 - 51 - 52 - 56 - 57 - 58 - 59 - 60 - 61 - 62 section AE de CENAC et ST JULIEN, 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 25 - 26 - 27 - 63 - 66 - 67 - 68 - 69 - 70 - 71 - 72 - 73 - 74 - 75 - 90 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 97 - 98 - 99 - 100 - 101 - 102 - 103 - 104 - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - section AH de CENAC et ST JULIEN, 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 31 - 33 - 34 - 35 - 36 - 37 - 38 - 40 - 41 - 42 - 43 - 44 - 45 - 46 - 47 - 48 - 49 - 53 - 54 - 55 - 56 - 2.216 - 2.266 - 2.357 section D de DOMME.



ARTICLE 7.-

1/ A l'intérieur du périmètre de protection immédiate acquis en toute propriété par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VIRAC LA CANEDA sont interdites toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,

II/ A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

est interdit tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux et notamment :

1/ le stockage ou dépôt

- d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs,
- produits ou substances destinés à la fertilisation ou à la désinfection des sols, à la lutte contre les ennemis des cultures ou à la régularisation de la croissance des végétaux,
- d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques, qu'ils soient enfouis, en fosse, à l'air libre ou à l'intérieur des bâtiments,

2/ l'ouverture d'exploitation ou de remblaiement -

- de carrières, gravières, puits, forage, étangs, lacs,
- d'excavations susceptibles de mettre en cause la protection des eaux souterraines,

3/ la construction ou l'implantation -

- de manufactures, ateliers, usines, magasins, chantiers et de tous établissements industriels, commerciaux et agricoles qu'ils relèvent ou non de la législation sur les établissements classés,
- toutes constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit ou traité des eaux usées,
- d'ouvrages de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de tous autres produits liquides reconnus toxiques,

4/ l'épandage -

- d'engrais organiques (fumiers, purins, lisiers etc...)
- d'engrais contenant des nitrates
- d'engrais ou substances destinés à la fertilisation ou à la désinfection des sols à la lutte contre les ennemis des cultures ou à la régularisation de la croissance des végétaux lorsqu'ils ne sont pas homologués par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural ou qu'ils sont utilisés à des doses d'emploi supérieures à celles prescrites par les fabricants ou les règlements en vigueur.
- d'engrais contenant des nitrates sur plus d'un tiers de la surface totale du périmètre chaque année.

III/ A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

Tous dépôts ou toutes installations nouvelles susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau devront être portés par le propriétaire à la connaissance du Conseil Départemental d'Hygiène qui fera éventuellement connaître au demandeur les prescriptions à respecter pour préserver la qualité de l'eau.

En cas d'urgence ces prescriptions pourront être données par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales après consultation des services ou des collectivités intéressées.

ARTICLE 8.-

Le périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété sera clôturé à la diligence et aux frais du Syndicat intercommunal sous contrôle de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts Directeur Départemental de l'Agriculture qui dressera procès verbal de l'opération.

ARTICLE 9.-

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 10.-

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de cinq ans et notamment il sera procédé à l'assainissement individuel des habitations, et établissements autorisés pour se trouver à l'intérieur des périmètres rapprochés des deux puits de Montillou et à l'assainissement collectif de ceux pouvant se trouver à l'intérieur du périmètre rapproché des puits du bourg.

ARTICLE 11.-

Le Président du Syndicat intercommunal de VITRAC LA CANEDA agissant au nom du syndicat est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58-957 du 23/10/1958 les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution des périmètres de protection immédiats.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 12.-

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67 1094 du 15/12/1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964.

ARTICLE 13.-

Le présent arrêté sera par les soins et à la charge du Syndicat intercommunal de VITRAC LA CANEDA - d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- d'autre part publié à la conservation des hypothèques du Département de la Gironde et au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 14.-

Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions et d'emprunts,

.../

ANNEXE 19.-

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne
- le Président du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de VITRAC LA CANEDA
- L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts Directeur  
Départemental de l'Agriculture,
- Le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale
- Le Directeur Départemental de l'Équipement;
- sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation

FAIT A PERIGUEUX, le 4 FEVR. 1983



LE PRÉFET,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Fait le 28/01/83 par le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général,

J. DARBON





